



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté
Bureau des procédures
environnementales et foncières**

**Arrêté préfectoral n° 53DCBPEF-2026-062 du 2 avril 2026
levant la mise en demeure prescrite par arrêté préfectoral n° 53DCBPEF-2025-123
du 26 août 2025 à l'encontre de la société LAFARGE CEMENTS,
exploitant des activités de fabrication de ciment et de co-incinération de déchets,
située route de Bréal à Saint-Pierre-la-Cour (53410)**

La préfète de la Mayenne,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du Président de la République du 30 juillet 2025, portant nomination de Mme Nadège BAPTISTA, préfète de la Mayenne ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 5 janvier 2026, régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Ronan LÉAUSTIC, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu, et suppléance de la préfète de la Mayenne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 juin 2015 modifié, autorisant la société LAFARGE CEMENTS à poursuivre les activités de fabrication de ciments et de co-incinération de déchets située route de Bréal à Saint-Pierre-la-Cour ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 53DCBPEF-2025-123 du 26 août 2025 portant mise en demeure à l'encontre de la société LAFARGE CEMENTS, exploitant des activités de fabrication de ciment et de co-incinération de déchets, située route de Bréal à Saint-Pierre-la-Cour (53410) ;

Vu la visite de l'inspection des installations classées du 15 janvier 2026 donnant lieu au rapport en date du 10 février 2026 ;

Considérant lors de cette inspection, l'inspecteur de l'environnement a constaté le retour à la conformité réglementaire de l'établissement par la réalisation d'actions correctives et la transmission des justificatifs associés permettant de respecter les dispositions des articles 23, 26.I.3, 26.II.1.a et 26.IV.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2023 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que ces éléments permettent de répondre aux dispositions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral du 26 août 2025 susvisé ;

Considérant que dans ces conditions, il peut être mis fin à la mise en demeure dont l'exploitant a fait l'objet ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} : la mise en demeure prescrite par arrêté préfectoral n° 53DCBPEF-2025-123 en date du 26 août 2025 à l'encontre de la société LAFARGE CEMENTS, exploitant des activités de fabrication de ciment et de co-incinération de déchets, située route de Bréal à Saint-Pierre-la-Cour est levée.

ARTICLE 2 : une copie du présent arrêté est notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le présent arrêté est publié pour une durée minimale de deux mois, sur le site internet des services de l'Etat à l'adresse suivante :

<https://www.mayenne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Mesures-de-police-administrative>

ARTICLE 3 : le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général
de la préfecture de la Mayenne,



Ronan LÉAUSTIC

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : www.telerecours.fr dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai 2 mois :

1° pour l'exploitant, ce délai commence à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés, ce délai commence à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne.